

4 500 postes d'enseignants en moins offerts aux concours de recrutement en 2004

Le ministère de l'éducation a justifié la faiblesse des recrutements par l'évolution démographique.

La rigueur budgétaire s'accroît pour l'école. Le ministère de l'éducation nationale a annoncé, vendredi 23 janvier, qu'il n'offrirait en 2004 aux concours externes de recrutement des enseignants que 25 500 postes, contre 30 000 en 2003. Les collèges et lycées supportent l'essentiel de l'effort de restriction : seuls 12 500 postes sont mis aux concours en 2004, contre 18 000 annoncés en 2003 (et seulement 14 500 réalisés). Le premier degré reste préservé avec 13 000 postes prévus, contre 12 000 en 2003.

Le ministère de l'éducation a justifié la faiblesse des recrutements par l'évolution démographique. Dans le second degré, explique l'entourage de Luc Ferry, ces évolutions tiennent compte de *"la baisse du nombre d'élèves"*, de l'ordre de 100 000 entre 2004 et 2006. *"Dans le premier degré, le niveau de recrutement est en hausse"*, souligne le ministère. Cette évolution accompagne *"la hausse des élèves à l'école"* et permettra également *"de poursuivre la politique de diminution des recrutements par listes complémentaires"*, à savoir le recours traditionnel à des enseignants qui n'ont pas reçu une formation en IUFM.

Les prévisions de départs à la retraite ont été revues à la baisse compte tenu de la nouvelle législation relative à la cessation progressive d'activité et au congé de fin d'activité. Dans le second degré, 15 200 départs sont prévus en 2004-2005, 16 500 en 2005-2006. Dans le premier degré, 15 900 départs sont prévus en 2004-2005 et 15 700 en 2005-2006. Pour les professeurs des collèges et lycées, le ministère, qui n'avait pas créé de listes complémentaires l'an dernier, prévoit de le faire en 2004 *"de manière ciblée et pour certaines disciplines"*.

"MAUVAIS COUP MINISTÉRIEL"

Les syndicats ont vivement réagi à cette annonce. Le SNES-FSU, le principal syndicat des enseignants du second degré, assure que *"le déficit à la rentrée 2005 sera de 6 000 enseignants"*. Selon le syndicat, le manque se traduira par une réduction de l'offre de formation, une augmentation des effectifs par classe et par une explosion du recrutement de personnels précaires. Le SNES propose à l'ensemble des organisations syndicales de l'éducation que la question des recrutements soit *"au cœur d'actions incluant la grève dans les prochaines semaines"*.

Pour le SE-UNSA, l'annonce des recrutements est un *"mauvais coup ministériel"*. *"Au moment où les départs en retraite s'intensifient, le ministère hypothèque gravement l'avenir du service public de l'éducation nationale."* Le SNUipp, le principal syndicat des enseignants des écoles, a jugé, quant à lui, le niveau de recrutement *"insuffisant"*.

Martine Laronche